

PERSPECTIVE SÉCURITÉ

Le bulletin du Centre sur la sécurité internationale (CSI)

Le CSI

Le Centre sur la Sécurité Internationale (CSI) est l'héritier du Programme Paix et Sécurité Internationales (PSI), qui, de 1994 à 2014, a permis de développer les études sur la sécurité internationale au sein de l'Institut Québécois des Hautes Études Internationales. Ce cadre institutionnel de grande renommée est intégré à l'Université Laval; il accueille un grand nombre de centres de recherches et s'appuie sur deux programmes multidisciplinaires : la maîtrise en études internationales et un doctorat en études internationales. Le PSI a développé une solide expertise sur les questions de sécurité internationales dans ses multiples dimensions.

Le CSI entend poursuivre dans cette voie, en privilégiant une perspective pluridisciplinaire et en favorisant la recherche de perspectives canadiennes dans ces domaines.

Perspective sécurité

Perspective sécurité est la revue du CSI qui propose des textes d'étudiants ou de membres du CSI. Les sujets sont variés tout comme les perspectives.

Pour soumettre vos textes:

csi@hei.ulaval.ca

Menaces militaires en contexte électoral: les élections présidentielles taïwanaises et la menace d'une intervention chinoise

Corentin Bialais

Étudiant à la maîtrise en études internationales
Université Laval | corentin.bialais.1@ulaval.ca

Introduction

« Les missiles chinois ne ciblent pas spécifiquement les côtes taïwanaises ». C'est ce qu'a affirmé le président taïwanais, Ma Ying-jeou après son entrevue historique avec son homologue chinois Xi Jin-Ping du 7 novembre 2015. Cette déclaration intervient alors que la campagne pour les élections générales de 2016 bat son plein. Le contraste entre cette période préélectorale et le premier scrutin présidentiel organisé vingt ans plus tôt, en 1996, est édifiant : à cette époque, l'armée populaire de Libération avait alors effectué une série de frappes de missiles dans les eaux Taïwanaises dans le but de dissuader les électeurs de voter pour le président en place Lee Teng-hui, accusé par Pékin de suivre un agenda qui mènerait à une déclaration d'indépendance de Taïwan¹.

Province chinoise pour Pékin, Taïwan représente un cas d'école de l'État non reconnu internationalement. En 1949, la guerre civile chinoise se solde par la défaite de l'armée

de la République de Chine qui se réfugie à Taïwan alors que les communistes prennent le

¹ Focus Taiwan (2015) Full text of Ma's opening remarks at post-summit press conference, *Focus Taiwan*, 18 Nov 2015 (<http://focustaiwan.tw/news/acs/201511080011.aspx>)

contrôle du continent. Chaque gouvernement prétend depuis être le seul légitime pour diriger toute la Chine, en 1971 les Nations Unies finissent par reconnaître la République Populaire de Chine comme le seul gouvernement légitime pour représenter la Chine, excluant ainsi les autorités de Taïpei de l'organisation. Après un processus de démocratisation réussi, Taïwan est traversé par un mouvement indépendantiste qui cherche à donner un statut international à l'île, et à entériner sa séparation avec le continent. Ces manœuvres, jugées inacceptables pour Pékin qui maintient ses prétentions sur ce territoire, ont entraîné une série de réactions de la part du pays au cours des vingt dernières années.

Cet article tente de clarifier la stratégie chinoise en période électorale à Taïwan en particulier l'emploi de menaces d'usage de la force par Pékin. Les différents épisodes de tensions qui coïncident avec des scrutins nationaux seront examinés ici et montrent que la Chine a progressivement réorienté sa stratégie en contexte électoral étant donné les effets contre-productifs de ces menaces sur l'opinion publique. À cette fin, la loi anti-sécession mise au point en 2005 permet à Pékin de maintenir sa pression sur la compétition démocratique sans avoir à effectuer des actions couteuses dans l'opinion publique taïwanaise. Dans le contexte de l'élection actuelle, qui verra le retour probable du parti historiquement indépendantiste au pouvoir, la stratégie chinoise est ambivalente. Le gouvernement chinois fait preuve d'une approche conciliatrice et s'est jusqu'à maintenant privée d'ingérer directement dans la compétition, mais a rappelé son exigence que Taïpei respecte la politique d'une seule Chine et que les efforts de coopération entre les deux rives du détroit soient maintenus en conservant l'emploi d'une rhétorique anti-sécessionniste.

Les informations utilisées dans cet article proviennent principalement de déclarations officielles des autorités chinoises ou taïwanaises issues de journaux, d'agences de presse ou directement du ministère des affaires étrangères chinois. Les données concernant l'impact des actions chinoises dans l'opinion publique taïwanaise sont tirées des enquêtes du TEDS (Taiwan Electoral and Democratisation Studies) menées en 2012.

L'échec de la « dissuasion électorale »

Les logiques de la dissuasion s'appliquent-elles à un électorat de la même manière qu'à un État ? Le résultat des frappes de missiles perpétrés par l'armée populaire de Libération en 1996 montre plutôt une relation inverse. Cette année-là, le régime taïwanais concrétise un long processus d'ouverture avec la tenue de la première élection présidentielle au

suffrage universel de son histoire. Lee Teng-hui dirige alors le pays et se présente à l'élection avec l'étiquette du Kuomintang, le parti qui dirige la République de Chine depuis son repli à Taïwan. Alors que cette formation politique est idéologiquement rattachée à l'objectif de réunification de Taïwan avec la Chine continentale, le président Lee est accusé de suivre un agenda personnel qui viserait à poursuivre l'indépendance de jure de l'île². Le scrutin oppose donc le président sortant, au DPP (Parti Démocratique Progressiste) qui de son côté ne cache pas ses projets indépendantistes. De l'autre côté, deux autres candidats s'opposent directement aux tentatives d'indépendance de jure de l'île et se montrent favorables à une réunification à plus ou moins long terme. Après une visite controversée du président Lee aux États-Unis, l'armée populaire de libération commence une série de frappes de missiles dans les eaux taïwanaises le 7 juin 1995. Ces frappes sont réitérées en mars 1996 peu avant l'élection. Malgré ces menaces, Lee Teng-hui est élu avec 54 % des voix, les candidats pro-réunification ne réunissent de leur côté qu'un peu moins de 30 % des votes à eux deux³.

L'effet de cet épisode de confrontation a été étudié par Da Chi-Liao et al. (2013)⁴. Dans leur étude, ces auteurs s'inspirent du modèle de la socialisation orienté par les événements⁵ et montrent que la troisième crise du détroit de Taiwan marque une contraction considérable du sentiment d'appartenance chinois à Taïwan qui est l'un des déterminants de l'attachement à l'idée réunificatrice. De même, Wang et Chang (2006) ont montré comment la perception d'une menace extérieure entraîne une intolérance de l'opinion publique envers ceux qui défendent ces opinions⁶. Les communiqués chinois ont beau rappeler l'appartenance chinoise de Taïwan⁷, en effectuant des frappes militaires, les autorités chinoises ne font que renforcer le ressentiment à leur encontre, et exacerbent les pressions contre les militants qui soutiennent l'unification.

L'élection de 2000 est à son tour marquée par des exercices militaires qui n'empêchent pas le candidat Chen Shui-bian d'être élu, ce qui marque la première victoire d'un parti politique ouvertement indépendantiste à Taïwan. À partir de ce moment-là, la République Populaire de Chine se montrera plus discrète en contexte électoral. En 2004, Chen Shui-bian est réélu dans un climat tendu ou celui-ci revendique de plus en plus fort sa volonté

² Ces allégations seront largement confirmées par la suite, Lee Teng-hui sera exclus du parti en 2000 et participera à la fondation du parti indépendantiste « Taiwan Solidarity Union »

³ Jacobs, J. B. (2012). *Democratizing Taiwan*. Brill.

⁴ Liao, D. C., Chen, B., & Huang, C. C. (2013). The Decline of "Chinese Identity" in Taiwan?!—An Analysis of Survey Data from 1992 to 2012. *East Asia*, 30(4), 273-290.

⁵ Valentino, N. A., & Sears, D. O. (1998). Event-driven political communication and the preadult socialization of partisanship. *Political Behavior*, 20(2), 127-154.

⁶ Wang, T. Y., & Chang, G. A. (2006). External threats and political tolerance in Taiwan. *Political Research Quarterly*, 59(3), 377-388.

⁷ Hong Lei (2016) Foreign Ministry Spokesperson Hong Lei's Remarks on the Election in Taiwan, *Ministry of foreign affairs of the People's Republic of China*, 2016/01/16

de mener l'île à l'indépendance.⁸ La stratégie chinoise connaît alors une importante réorientation qui se concrétise avec la promulgation de la loi anti-sécession.

La loi anti-sécession comme moyen de structurer la compétition électorale

Promulguée le 14 mars 2005, la loi anti-sécession réaffirme la politique d'une seule Chine et prévoit explicitement l'usage de moyens non pacifiques pour contrer une sécession de Taïwan à son article 8 : « Au cas où [...] des incidents majeurs provoquant la sécession de Taïwan de la Chine se produiraient [...], l'État aura alors recours à des moyens non pacifiques et aux autres moyens nécessaires pour protéger la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de la Chine ». La promulgation de cette loi a été très mal reçue sur l'île. L'étude de Da Chi liao⁹ montre que comme pour la crise de 1996, la loi anti sécession apparaît comme un événement responsable de la perte de vitesse de l'identité chinoise à Taïwan. Cependant, les analystes s'entendent pour dire que cette mesure a également permis de générer de la prédictibilité de la part de Pékin, et a mis le fardeau de la déstabilisation dans le camp des indépendantistes.

En effet pour You Ji (2006), cette loi définit un cadre clair des limites que Pékin est prêt à accepter, le pays n'est ainsi plus contraint de réagir à chaque étape franchie en direction de l'indépendance. De cette façon, au lieu de devoir réitérer ses menaces à chaque initiative indépendantiste par des actions militaires ou diplomatiques couteuses sur la scène internationale, comme sur la scène domestique taïwanaise, la Chine peut se permettre de rester discrète sans donner l'impression d'abandonner la question de Taïwan. « *La loi anti-sécession affirme qu'une indépendance pacifique est un mythe* » estimait You ji, dans son article¹⁰. Dans ce cadre, ce sont maintenant les indépendantistes qui prennent le risque, aux yeux de l'opinion de déclencher une guerre dans le détroit. De plus, l'ambiguïté de la loi concernant la « ligne rouge » à partir de laquelle l'Armée Populaire de Libération interviendrait permet d'attaquer chaque initiative qui s'inscrit dans une perspective indépendantiste comme constituant une prise de risque irresponsable susceptible de mettre le feu aux poudres dans le détroit. Comme l'avance Niou (2004)¹¹, ce changement de logique déplace le ressentiment des Taïwanais vers les indépendantistes plutôt que sur la République Populaire de Chine.

⁸ Jacobs, J. B. (2012). op.cit

⁹ Liao, D. C., Chen, B., & Huang, C. C. (2013) op.cit.

¹⁰ Ji, Y. (2006). China's anti-secession law and the risk of war in the Taiwan Strait. *Contemporary Security Policy*, 27(2), 237-257.

¹¹ Niou, E. M. (2004). Understanding Taiwan independence and its policy implications. *Asian Survey*, 44(4), 555-567.

Cette loi structure le jeu politique taïwanais et permet de contenir le mouvement d'indépendance. En effet, nous avons vu que Pékin est initialement enfermé dans un dilemme inconfortable concernant l'opinion publique taïwanaise, ses menaces ont tendance à renforcer le mouvement indépendantiste et à affaiblir le mouvement pour la réunification. En l'absence de toute ingérence en revanche, le pays prend le risque de voir l'île lui échapper définitivement. L'opinion publique taïwanaise est en effet largement partagée sur la question de l'indépendance ou de la réunification. La **Figure 1** montre la distribution idéologique de la population sur cette question en 2012. L'échelle de mesure créée est construite à partir de l'addition de plusieurs questions issues du questionnaire du TEDS qui portent sur le statut de l'île¹². Cette distribution met en évidence une forte préférence des électeurs pour le maintien du statu quo, et un faible appui aux options indépendantiste et réunificatrice dans leurs versions les plus radicales.

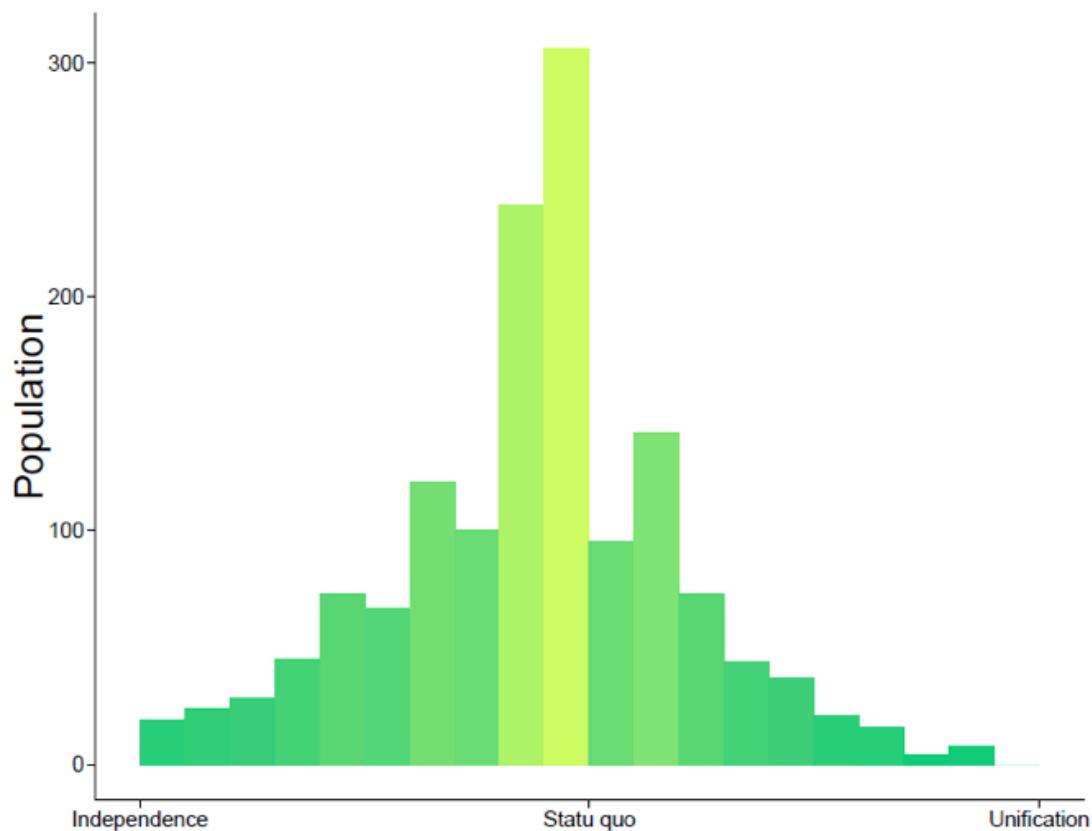


Figure 1: Distribution idéologique de la population Taïwanaise sur le clivage indépendance / réunification, TEDS 2012, Taiwan's Election and Democratization Study

¹² Les informations relatives à la fiabilité de l'échelle sont disponibles à l'Annexe 1

La perspective de guerre avec la Chine continentale est cependant indispensable pour maintenir ce faible soutien à l'option indépendantiste. L'une des questions du questionnaire du TEDS se traduit comme il suit : « *Si l'indépendance pouvait être achevée par des moyens pacifiques, la supporteriez-vous ?* » Les résultats montrent une distribution nette en faveur de la perspective indépendantiste. On pourrait donc penser que si Pékin relâchait sa pression militaire, les Taïwanais seraient rapidement soucieux de donner un statut international à l'île et de la détacher définitivement du continent. Le tableau reproduit à la figure 2 compare les deux questions, on voit qu'en l'absence de pression militaire, 55 % des Taïwanais se montrent en faveur de l'indépendance. Cette proportion tombe à 30 % si l'indépendance implique un conflit avec la Chine.

	Fortement en accord	En accord	En désaccord	Fortement en désaccord	Pas d'opinion	Autre réponse
Si l'indépendance peut être obtenue pacifiquement, Taïwan devrait devenir un État indépendant	15.60 %	39.86 %	25.41 %	7.83 %	12.68 %	8.37 %
Même si l'indépendance entraîne une guerre, Taïwan devrait devenir un État indépendant	5.85 %	24.84 %	42.66 %	14.57 %	2.20 %	9.79 %

Figure 2 : Distribution de la population Taïwanaise sur la question de l'indépendance, dans le cas d'une indépendance pacifique ou militaire, TEDS 2012, Taiwan's Election and Democratization Study

Le tableau reproduit à la figure 3 tente de récapituler le dilemme de l'action qui se présente pour Pékin. L'axe vertical expose les actions possibles pour la Chine : menacer militairement Taipei comme elle l'a fait en 1996 et 2000, ne pas le faire comme ce fut le cas en 2004, enfin avoir recours à une menace indirecte par l'intermédiaire de la loi anti-sécession. L'axe horizontal présente les effets sur l'opinion publique taïwanaise en faveur des trois options possibles vis-à-vis du statut de l'île, c'est-à-dire l'indépendance, l'unification et le statu quo.

Position de l'opinion publique sur le futur de Taïwan			
	Indépendance	Statu Quo	Unification
Action de la Chine	Dissuasion militaire	Tolérance, moyen approprié d'améliorer le statut international de l'île	Intolérance, option représentant une menace
	Pas de dissuasion loi anti-sécession	Tolérance	neutre
	Intolérance, option représentant une menace	Tolérance, Moyen approprié de préserver la sécurité de l'île	Tolérance
			Neutre

Figure 3 : Dilemme de la dissuasion chinoise en contexte électoral

Recomposition idéologique partisane et hésitations chinoises

Si le lien de causalité est difficile à confirmer, la période qui suit l'adoption de la loi chinoise est bien suivie par une perte de confiance de l'opinion publique taïwanaise envers la majorité indépendantiste au pouvoir. En 2008, les initiatives de référendum sur l'adhésion du pays à l'ONU et sur l'achat d'armes proposées par le président Chen Shui-bian ont connu des échecs cuisants, principalement à cause de la très faible mobilisation lors de ces scrutins. Après avoir perdu le pouvoir aux élections générales de la même année, le DPP a progressivement mis en œuvre une reformulation de sa plateforme indépendantiste. Alors que le président Chen Shui-bian est emprisonné quelques mois après la fin de son mandat, le parti se détourne de la démarche provocatrice de ce dernier. Le discours change et s'articule davantage autour de la défense du régime démocratique et de la "volonté des 23 millions d'habitants" de Taïwan. A travers cette transformation, Tsai Ing-wen émerge comme la nouvelle figure de proue du parti. Cette dernière, déclarait par exemple en 2014 que le DPP était un parti « pro démocratie » avant d'être un parti pro indépendance¹³. De son côté, le Kuomintang a bénéficié d'un regain de popularité en défendant le rapprochement pacifique entre les deux rives et en mettant en avant les bénéfices économiques que pourraient recevoir les Taïwanais dans cette perspective.

Les élections qui suivent l'adoption de la loi anti-sécession par Pékin sont marquées par la discrétion de Pékin pendant la période électorale. Le président Ma Ying-jeou arrive ainsi au pouvoir en 2008. Sa réélection en 2012 est accompagnée par les félicitations officielles

¹³ 蔡英文 (2014) "Tsai Ing-wen English Press Q&A", *DPP Taiwan*, Taipei, July 1, 2014, <https://www.youtube.com/watch?v=fOXO6AMIYHc>

de Pékin qui accueille la nouvelle avec bienveillance et souhaite la poursuite des relations entre les deux rives¹⁴. Ces réactions sont généralement courtes, discrètes et faites par l'intermédiaire du TAO, le bureau des affaires taiwanaises, un organe bien distinct du ministère des affaires étrangères, étant donné que la Chine ne considère pas Taïwan comme un Etat souverain, chargé de traiter de la question des relations avec Taïwan. La stratégie de rapprochement avec le continent, au cœur des deux mandats du président Ma, reçoit cependant un accueil réservé d'une part importante de la population taiwanaise qui y voit la croissance de la dépendance économique de Taïwan à la Chine et un resserrement dangereux des liens entre les deux pays. L'opinion publique se retourne progressivement contre Ma Ying-jeou qui bat des records d'impopularité au cours de son second mandat. Ce défaut confiance se traduit par une défaite électorale historique pour le Kuomintang lors des élections locales de 2014. Encore une fois, la Chine fera preuve de prudence et se montrera discrète, se contentant d'une déclaration simple dans laquelle elle affirme souhaiter le maintien des relations entre les deux rives¹⁵.

Dans le cadre des élections générales de 2016, alors que la victoire de la candidate pro-indépendance semble inéluctable, les autorités chinoises ont fait un certain nombre de déclarations qui visent, d'une part à rappeler leur volonté de poursuivre les relations avec Taïwan tant que les bases du consensus de 1992¹⁶ sont garanties par les deux parties, et d'autre part de rappeler leur détermination à lutter contre toute tentation sécessionniste de la part d'un futur gouvernement à Taipei. Lors de la visite de Chu Li-luan, le président du Kuomintang en 2015, Xi Jinping a d'ailleurs

État des lieux le 17 janvier 2016.

Les élections présidentielles et législatives ont donné lieu à une victoire aussi nette que prévisible du Parti Démocratique Progressiste de Tsai Ing-Wen. En réponse à ces résultats, les autorités chinoises se sont contentées de rappeler à la future administration ainsi qu'aux chancelleries étrangères la détermination de Pékin à faire respecter le principe d'une seule Chine. En conformité avec ce que nous avons présenté précédemment, il semble que Pékin ait définitivement renoncé à utiliser les périodes électorales comme levier sur l'opinion publique et l'administration taiwanaise.

Références :

- Xinhua (2016) Mainland highlights 1992 Consensus as Tsai elected Taiwan, 17 Janvier 2016

¹⁴ Michael Forsythe, Yu-Huay Sun and Andrea Wong (2015). Taiwan's President Wins Second Term in Boost to China Ties, *Bloomberg Business*, January 15, 2012

¹⁵ Chen Jianxing (2014) "State Council Taiwan Affairs Office: We Hope Compatriots across the Strait Will Jointly Preserve and Continue to Advance the General Situation of Peaceful Development of Cross-Strait Relations," *Xinhua News* (Chinese edition), November 29, 2014 http://www.gwytb.gov.cn/wyly/201411/t20141129_8190623.htm

¹⁶ Principe selon lequel la Chine continentale et Taïwan appartiennent tous deux à une même Chine, les deux parties étant libre d'interpréter la définition qu'ils souhaitent au concept de « Chine ».

mentionné que la coopération entre les deux rives n'est possible qu'en préservant la base politique du dialogue¹⁷ ce qui est encore une référence au consensus de 1992 que le DPP rejette ouvertement. Cette opposition au mouvement indépendantiste taïwanais a été réitérée par Xi Jinping lors de la rencontre historique entre les présidents chinois et taïwanais le 8 novembre 2015¹⁸. On est donc bien loin de la rhétorique guerrière des années 90.

La Chine a cependant été plus virulente pour condamner plusieurs actions de différentes personnalités du mouvement indépendantiste sur la scène internationale. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois a ainsi exprimé sa réprobation après la visite de l'ancien président et indépendantiste convaincu, Lee Teng-hui, au Japon. Au cours de cette visite, l'ancien président taïwanais a affirmé que les îles Senkaku qui sont revendiquées par la Chine, le Japon et Taïwan appartenaient au Japon. La déclaration chinoise, virulente, est avant tout destinée aux autorités japonaises comme le montre les termes employés : « *We solemnly urge the Japanese side to [...], hold fast to the one-China policy, properly and prudently deal with Taiwan-related issues, and avoid installing new political barriers for the development of bilateral relations* »¹⁹. Inquiet de la future relation Taïwan-Japon en cas de victoire du DPP, un autre porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois, Hong Lei a également critiqué la visite de la candidate du DPP au pays du soleil levant en reprenant une rhétorique similaire : « *We are deeply concerned about and firmly opposed to Tsai Ing-wen's visit to Japan. It is hoped that Japan would stick to the one-China principle, honor its commitment to China on the Taiwan Question, and leave no room for those who may spread the "Taiwan independence" ideas in whatever name and under whatever pretext.* »²⁰

Comme nous l'avons vu, les réactions destinées à la classe politique ou à l'opinion taïwanaise sont généralement faites par des responsables du « TAO », le bureau des affaires taïwanaises, un ministère chargé des relations entre les deux entités. Ces déclarations sont généralement courtes, formatées et modérées parce qu'elles peuvent potentiellement avoir un impact dommageable sur l'opinion publique taïwanaise. À l'inverse, les réactions qui sont faites par le ministère des affaires étrangères sont directement destinées aux gouvernements étrangers et peuvent adopter un ton

¹⁷ David G. Brown, Kevin Scott (2015). KMT Disarray Shapes Campaign, *Comparative Connections*, Vol. 17, No.2, Sept. 2015, pp. 77-86

¹⁸ Faith Hung and Ben Blanchard (2015) Taiwan opposition says only democracy can decide future, *Reuters*, Nov 8, 2015 <http://www.reuters.com/article/2015/11/08/us-china-taiwan-idUSKCN0SV2PU20151108#YMPYulodP7wTr50z.97>

¹⁹ Lu Kang (2015) Foreign Ministry Spokesperson Lu Kang's Remarks on Japan Permitting a Visit by Li Denghui, *Ministry of Foreign affairs of the People's Republic of China*, July 24th 2015

²⁰ Hong Lei (2015) Foreign Ministry Spokesperson Hong Lei's Regular Press Conference, *Ministry of Foreign affairs of the People's Republic of China*, September 25, 2015 http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/xwfw_665399/s2510_665401/t1300569.shtml

menaçant lorsqu'elles visent à rappeler la détermination de Pékin sur la question taïwanaise. Si ces déclarations peuvent tout de même avoir une influence sur la politique taïwanaise, il semblerait que ce ne soit qu'un dommage collatéral.

Conclusion

Vingt ans après le vote de 1996 qui a donné lieu à une escalade militaire importante, il est peu probable que la Chine tente de menacer directement l'électorat taïwanais avant les résultats des élections de 2016. Nous l'avons vu, la stratégie de Pékin vis-à-vis de l'opinion publique taïwanaise s'est transformée à travers la loi anti-sécession qui structure à présent la compétition électorale sur l'île. Le DPP a cependant su s'adapter à cette mutation et a modéré son discours par rapport à la question de l'indépendance de l'île. Le parti qui a été capable de retrouver sa popularité devrait se retrouver vainqueur de l'élection de janvier prochain. Étant donné ce contexte défavorable, la Chine a tenté de s'ingérer un peu plus que par le passé dans le débat électoral, en recevant favorablement les officiels du Kuomintang et en rappelant au DPP et à ses partisans les conditions de la coopération entre les deux rives. Le Parti Communiste Chinois est-il prêt à coopérer avec une éventuelle future administration du parti indépendantiste ? Les pronostics sur cette question restent ouverts. La Chine a bien explicité que le Consensus de 1992 était une condition sine qua non du maintien de relations pacifiques entre les deux rives. On ne sait pas la limite de la position chinoise et son niveau de tolérance envers un nouveau gouvernement indépendantiste mais c'est là toute la force de la position de Pékin depuis 2005, conserver une ambiguïté sur les actes qui légitimeraient l'usage de la force dans le but d'influencer l'opinion et les décideurs publics.

Bibliographie

David G. Brown, Kevin Scott (2015). KMT Disarray Shapes Campaign, *Comparative Connections*, Vol. 17, No.2, Sept. 2015, pp. 77-86

Chen Jianxing (2014) « State Council Taiwan Affairs Office: We Hope Compatriots across the Strait Will Jointly Preserve and Continue to Advance the General Situation of Peaceful Development of Cross-Strait Relations, ” *Xinhua News*, November 29, 2014 http://www.gwytb.gov.cn/wyly/201411/t20141129_8190623.htm

Focus Taiwan (2015) Full text of Ma's opening remarks at post-summit press conference, *Focus Taiwan*, 18 Nov 2015 (<http://focustaiwan.tw/news/acs/201511080011.aspx>)

Forsythe Michael, Sun Yu-Huay and Wong Andrea (2015). Taiwan's President Wins Second Term in Boost to China Ties, *Bloomberg Business*, January 15, 2012

Hong Lei (2015) Foreign Ministry Spokesperson Hong Lei's Regular Press Conference , *Ministry of Foreign affairs of the People's Republic of China*, September 25, 2015 http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/xwfw_665399/s2510_665401/t1300569.shtml

Hung Faith and Blanchard Ben (2015) Taiwan opposition says only democracy can decide future, *Reuters*, Nov 8, 2015 <http://www.reuters.com/article/2015/11/08/us-china-taiwan-idUSKCN0SV2PU20151108#YMPyYulodP7wTr50z.97>

Ji, Y. (2006). China's anti-secession law and the risk of war in the Taiwan Strait. *Contemporary Security Policy*, 27(2), 237-257.

Niou, E. M. (2004). Understanding Taiwan independence and its policy implications. *Asian Survey*, 44(4), 555-567.

Jacobs, J. B. (2012). Democratizing Taiwan. *Brill*.

Liao, D. C., Chen, B., & Huang, C. C. (2013). The Decline of "Chinese Identity" in Taiwan –An Analysis of Survey Data from 1992 to 2012. *East Asia*, 30(4), 273-290.

Lu Kang (2015) Foreign Ministry Spokesperson Lu Kang's Remarks on Japan Permitting a Visit by Li Denghui, *Ministry of Foreign affairs of the People's Republic of China*, July 24th 2015

Valentino, N. A., & Sears, D. O. (1998). Event-driven political communication and the preadult socialization of partisanship. *Political Behavior*, 20(2), 127-154.

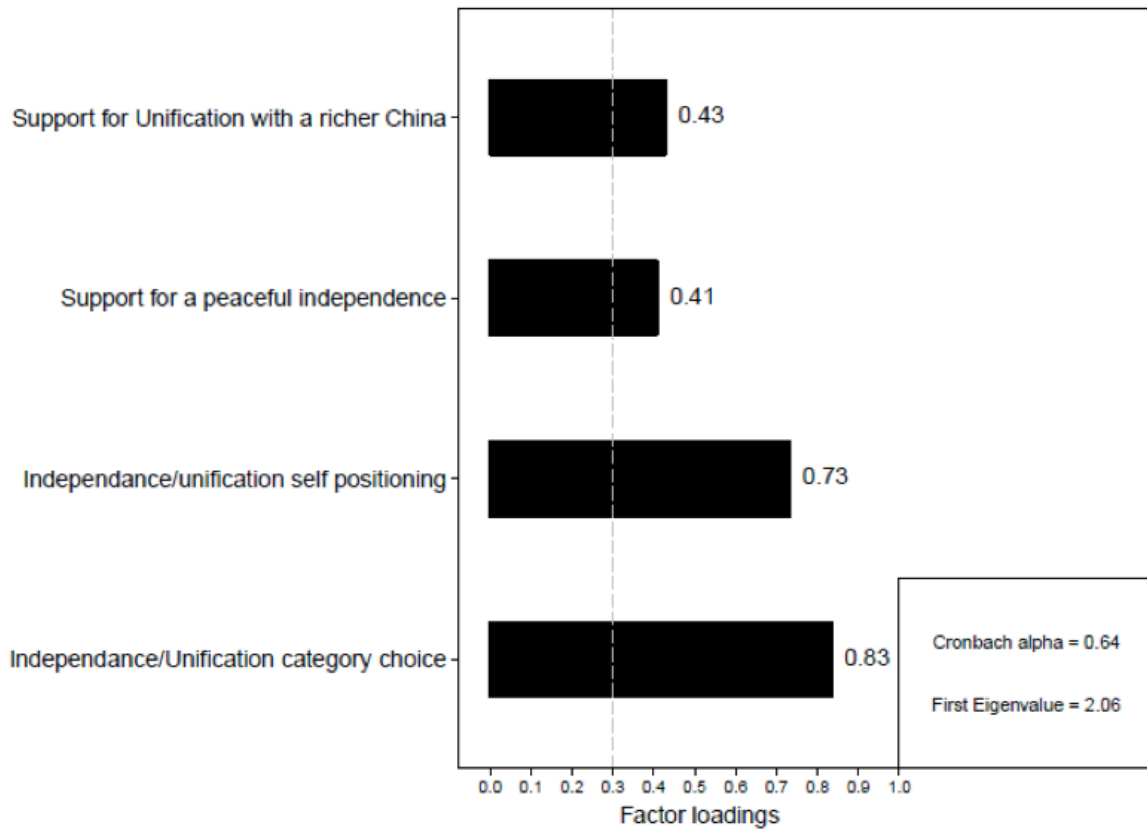
Wang, T. Y., & Chang, G. A. (2006). External threats and political tolerance in Taiwan. *Political Research Quarterly*, 59(3), 377-388.

Young, J. (2014). Space for Taiwan in regional economic integration Cooperation and partnership with New Zealand and Singapore. *Political Science*, 66(1), 3-22.

蔡英文 (2014) "Tsai Ing-wen English Press Q&A", *DPP Taiwan*, Taipei, July 1, 2014

<https://www.youtube.com/watch?v=fOXO6AMIYHc>

Annexe 1: Détail de l'analyse factorielle



Questions utilisées: 1) Si la Chine disposait des mêmes conditions économiques, sociales et politiques que Taiwan, seriez-vous en faveur de l'unification ? 2) Si l'indépendance peut être obtenue pacifiquement, la soutiendriez-vous ? 3) Sur une échelle de 0 à 10, 0 représentant l'indépendance immédiate, 10 l'unification immédiate, comment vous positionnez-vous ? 4) Concernant la question de la relation entre la Chine et Taiwan, laquelle de ces six positions soutenez-vous ? i. Indépendance immédiate, ii. Maintien du statu quo, indépendance plus tard, iii. Maintien du statu quo indéfiniment, iv. Maintien du statu quo, décide plus tard v. Maintien du statu quo, unification plus tard, vi. Unification immédiate.